

Depuis le 24 février dernier, la guerre plonge l'Ukraine dans le chaos et le monde dans l'incertitude, des enfants, des femmes et des hommes meurent dans des combats armés, sous les bombardements, prennent la route de l'exil. La FSU condamne l'invasion de l'Ukraine par les armées russes, en violation de la souveraineté ukrainienne et de la charte des Nations Unies. La responsabilité politique du conflit est celle de Vladimir Poutine et de son régime.

Fidèle à sa tradition internationaliste, la FSU affirme sa solidarité avec le peuple ukrainien, réfugié-es et combattant-es, ainsi qu'avec les citoyen-nes russes et biélorusses qui expriment leur opposition à la guerre. La FSU défend la paix et milite pour une solution dans le cadre multilatéral de l'ONU, qui passe par un retrait immédiat des troupes russes du sol ukrainien et le retour à la diplomatie afin de dégager une solution respectueuse des droits des peuples et du droit international. Celui-ci n'est pas à géométrie variable : les crimes de guerre doivent être dénoncés où qu'ils soient perpétrés. La guerre en Ukraine ne doit pas faire oublier que d'après l'ONU, sept années de conflit au Yémen ont fait 377 000 mort-es, dont 150 000 directement lié-es aux combats. La FSU milite pour une politique d'accueil de tou-tes les réfugié-es, loin des considérations nauséabondes laissant entendre la possibilité de choisir, parmi les personnes qui fuient des pays en guerre, celles qui mériteraient plus que d'autres d'être accueillies dignement.

La guerre en Ukraine a des conséquences durables dans notre pays, notamment en faisant flamber le prix des matières premières dans un contexte qui était déjà celui d'une reprise de l'inflation. Elle met en lumière la dépendance énergétique des économies européennes et plus globalement la nécessité de changer de modèle. Cette guerre, comme toutes les guerres, sera un facteur de plus de ravages écologiques, et les bombardements des centrales nucléaires de Tchernobyl et de Zaporija sonnent comme un avertissement. Ces attaques rappellent combien ce choix accroît la vulnérabilité des territoires en cas de conflit et soulignent les interrogations autour des annonces présidentielles sur la relance d'un programme nucléaire énergétique. Le rapport du GIEC, presque passé inaperçu dans ce contexte, malgré les liens qui existent avec la situation en Ukraine, appelle pourtant des mesures de rupture avec le modèle économique et social. Le choix fait par E. Macron d'élever le budget militaire, le portant à 40 milliards en 2022, soit une augmentation de 30 % sur les cinq dernières années, n'est pas une solution pour la paix dans le monde et risque de concourir à une course globale au réarmement. Ces dépenses n'ont pas d'utilité sociale ni environnementale et doivent être contestées.

Cette situation de crise ravive en France les revendications de revalorisation des salaires et des pensions. La remise de 15 centimes d'euros par litre de carburant décidée par le gouvernement ne saurait constituer une réponse à ces exigences. Cette guerre a globalement des conséquences sur le débat public tant elle écrase et occulte tout autre sujet, notamment les ravages de la politique libérale sur les services publics, les inégalités, le climat..., au grand bénéfice du président actuel qui joue de son rôle et cherche à en tirer un profit électoral. On l'a vu, la guerre en Ukraine est pourtant intimement liée à ce modèle capitaliste. Elle est le résultat des confrontations au sein des classes dirigeantes du capitalisme international, et a déjà des répercussions qui vont alimenter les contradictions du système capitaliste : accroissement des inégalités, aggravation de la crise climatique, etc.

Appel de la FSU avant le 1^{er} tour de l'élection présidentielle

La politique menée par Emmanuel Macron a nourri les désespérances, terreau de la progression des idées d'extrême droite. Démantèlement des outils de la démocratie sociale, démantèlement des services publics, gestion catastrophique de la crise sanitaire, atteinte aux libertés individuelles et collectives, politique très restrictive d'accueil des migrant-es, baisse de la fiscalité au profit des plus riches et des entreprises, répression de la contestation sociale, aggravation des inégalités et développement de la précarité ont caractérisé ce quinquennat et nourrissent aujourd'hui la progression des idées d'extrême droite.

En tant que candidat, Emmanuel Macron annonce pourtant vouloir durcir cette politique : report de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans, durcissement des conditions de versement du RSA dans une logique de « primauté des devoirs sur les droits », profonde transformation du système éducatif avec une attaque spécifique contre le collège, contre le recrutement par concours et contre la voie professionnelle, « autonomie » des écoles et des établissements scolaires et renforcement de celle des universités, ce qui

signifie plus globalement la volonté de faire exploser tout cadre national du service public, développer les hiérarchies intermédiaires et lier les augmentations de salaires à des contreparties en terme d'accroissement de la charge et du temps de travail, et d'un statut plus précaire.

Le Rassemblement National adopte une stratégie de dissimulation en se présentant comme un « parti respectable » nourri par la colère sociale et qui récupère opportunément les thématiques sociales (retraite, allocation aux adultes handicapé-es, minimum vieillesse, pouvoir d'achat, « défense » des services publics) ce qui n'est qu'un leurre pour cette extrême droite afin de capter des voix de salarié-es frappé-es par les politiques néolibérales et des choix austéritaires qui se succèdent depuis des années. Le parti « Reconquête » ne fait pas semblant et ne cache pas ses positions qui reprennent celles du Medef. Son candidat est directement le produit des puissants qui l'ont créé comme personnage médiatique. Profondément misogyne, ses discours induisent un potentiel danger pour les droits des femmes. Obsédé par sa haine des immigré-es et des musulman-es, il essaie de détourner la colère populaire en créant des boucs-émissaires, fantasmant un monde qui n'a jamais existé où les seules différences seraient la couleur de peau ou la religion. Ces deux partis d'extrême droite représentent un danger immense pour la démocratie : ils sont en outre porteurs de graves menaces envers notre société, notamment pour les personnes issues de l'immigration.

Les idées de haine et d'exclusion ne sont malheureusement plus le monopole de ces deux partis d'extrême droite, elles se sont largement diffusées, les droites tentant de rabattre une partie de l'électorat potentiel de l'extrême droite, et participent d'une atmosphère délétère. C'est aussi parce que nos métiers sont au service de l'intérêt général que nous n'acceptons pas de voir les objectifs de justice sociale et d'égalité remis en cause par la diffusion des idées d'extrême droite : que ce soit dans les services publics ou dans les entreprises privées, nous voulons travailler à l'égalité de traitement, à l'émancipation, au vivre ensemble, pas à la division et à l'exclusion.

La FSU appelle donc d'une part à se saisir du moment électoral pour que partout, ses revendications s'expriment et soient prises en compte par les candidat-es, sur la base du manifeste qu'elle a publié et qui porte entre autres plusieurs urgences incontournables : investissements dans les Services Publics, retraite à 60 ans à taux plein, égalité femmes-hommes dont l'égalité salariale, politique d'accueil de tou-ttes les réfugié-es, changement de politique économique et sociale pour faire face à l'urgence climatique. D'autre part, la FSU appelle à aller voter massivement au 1^{er} tour de l'élection présidentielle le 10 avril 2022. Nous avons besoin que les idées et revendications du monde du travail que nous représentons se fassent entendre aussi dans les urnes. Pas une voix ne doit se porter pour l'extrême droite !

Dans ce contexte, la FSU avant comme après les élections, poursuivra ses mobilisations et ses combats. Elle appelle à tout faire d'ici l'élection en tant que citoyen-nes et militant-es, et au moment de l'élection en tant qu'électrices et électeurs pour que les politiques néo libérales visant notamment à réduire les services publics ou à les détruire et plus encore les projets d'extrême droite soient battus.

Travail social

La conférence des métiers du travail social et médico-social s'est tenue le vendredi 18 février 2022 et a été l'occasion pour le premier ministre de faire un certain nombre d'annonces, dont le versement du Complément de traitement indiciaire (CTI) à une partie des agent-es de la filière médico-sociale de la FPT et des corps de travailleurs et travailleuses sociaux-les de la FPE.

L'attribution de ce CTI est une avancée dans la reconnaissance de nos métiers mais son périmètre reste à être défini précisément dans les décrets d'application à paraître. La FSU dénonce le fait que certains personnels soient exclus de ce dispositif, notamment les personnels administratifs des services sociaux et PMI, qui sont en première ligne dans l'accueil du public en difficulté, mais aussi les assistants familiaux, ou encore les personnels techniques des foyers de l'enfance. Sont également exclues toutes les agentes exerçant dans les crèches : EJE, infirmières, puéricultrices, auxiliaires de puériculture : ce n'est pas acceptable. La FSU refuse qu'il y ait à nouveau des oublié-es du Ségur. Nous demandons que tous les travailleurs sociaux, médico-sociaux mais aussi tous les personnels qui participent aux missions d'accompagnement des personnes en difficulté bénéficient du CTI. Ceci n'est qu'une première étape car nous continuons d'exiger des revalorisations salariales qui passent par un meilleur déroulement de carrière et des grilles à hauteur des qualifications et des diplômes de ces professionnel-les.

Animation

Les mobilisations très suivies de novembre et décembre 2021 ont fait émerger dans le débat public le sujet de la précarité d'une grande partie des personnels de l'animation, trop souvent vacataires ou contractuel-les. Le gouvernement a répondu à ces mobilisations d'ampleur par des Assises de l'animation, qui se sont conclues par des annonces en décalage complet avec les revendications des salarié-es. Seules les problématiques des employeurs ont été prises en compte, et si des mesures ont été prises pour soutenir l'animation volontaire, rien n'est prévu pour l'animation professionnelle, hormis la création d'un « comité de filière » chargé d'appliquer une « feuille de route » aux contours flous. Dans l'animation comme pour tous les cadres d'emplois de la communauté éducative (comme par exemple les ATSEM), des mesures fortes de revalorisation et des perspectives de carrière sont nécessaires et ont été réaffirmées lors des mobilisations des 9 et 10 mars derniers.

Education

La campagne de la présidentielle et des législatives remet l'École et les formations sur le devant de la scène. Les projets dessinés par le pouvoir actuel mais aussi par un certain nombre de candidat-es de droite et d'extrême droite portent le risque d'un nouveau creusement des inégalités et la destruction du service public d'éducation. Les vieilles lunes tels que l'école du socle, le recrutement des enseignant-es par la hiérarchie locale, dont la direction d'école dans le 1^{er} degré, la polyvalence des enseignant-es au collège, les « fondamentaux » pourtant ressassés à la place de contenus émancipateurs, l'approche par compétences comme celle installée dans les IUT et les INSPE, la mainmise du président d'université sur le recrutement et la gestion des carrières des enseignant-es-chercheur-ses, etc. représenteraient les piliers des futures réformes si ces options gagnent lors des échéances électorales. Les annonces récentes d'Emmanuel Macron sur l'objectif d'1 million d'apprenti-es et d'une « grande réforme du lycée professionnel dont on a besoin » fait craindre de nouvelles attaques sur les lycées professionnels, leurs élèves et leurs enseignant-es, au profit du patronat. Pour la FSU et ses syndicats, l'École doit être repensée à travers la mise en œuvre d'une scolarité obligatoire étendue à 18 ans. Le système éducatif doit être construit pour réduire les inégalités et donner les moyens aux personnels pour permettre les réussites de tou-tes. Il ne doit pas être un lieu de tri scolaire et social. C'est en ce sens que la FSU réaffirme l'abandon du lycée Blanquer et de Parcoursup. Au collège, la polyvalence des enseignant-es ne ferait qu'aggraver les difficultés existantes, accentuant encore plus la perte de sens des métiers. Une réforme du collège est nécessaire mais sur d'autres bases, et en aucun cas elle ne doit s'inspirer de celle du lycée.

Les réformes que porte la FSU s'inscrivent dans le renforcement de la formation initiale diplômante, à l'opposé des certifications en tous genres qui fleurissent actuellement, pour tou-tes les jeunes. Celle-ci doit conduire à des qualifications et de véritables possibilités des poursuites d'études, permettant une insertion professionnelle durable par la reconnaissance et la sécurité du diplôme afin de lutter contre la précarisation d'une partie croissante de la jeunesse. Le dernier rapport de la DARES souligne que 329 000 enseignant-es doivent être recruté-es entre 2019 et 2030. Selon ce rapport, l'enseignement par manque d'attractivité subit un déficit de recrutement de 68 000 personnes sur la période.

Les attaques contre la voie professionnelle ont été multiples et brutales. Elles ont été orchestrées à l'interne de l'Education nationale par une transformation profonde des programmes et des référentiels professionnels, par des fusions de diplôme et par une réduction drastique des horaires disciplinaires. Elles ont aussi été renforcées par la loi « avenir pro » et les plans de relances qui ont sur-dopé le système par apprentissage au détriment de la voie professionnelle scolaire. Le candidat Macron propose dans son programme d'aller encore plus loin. La FSU s'engage à combattre le projet de la République en Marche qui consisterait à exclure les lycées professionnels de l'Education nationale pour les transférer au ministère du travail dans un secrétariat d'état dédié.

La continuité des enseignements et de l'ensemble des missions de l'École et du système éducatif passe par la sortie de la précarisation toujours plus forte de nos métiers. Le système éducatif ne doit plus être la cible de plans d'austérité. Nous avons besoin de personnels diplômé-es, qualifié-es et titulaires dans les métiers de l'Éducation. Les propositions de la Cour des comptes, allant dans le sens de moins de recrutements et prônant des solutions comme l'enseignement à distance sont des projets dangereux pour l'avenir du service public d'éducation. A la veille des élections, la FSU doit s'adresser à l'opinion pour expliquer en quoi, de la maternelle

à l'université, les politiques Blanquer/Vidal ont renforcé les inégalités dans la jeunesse. Elle mènera campagne pour porter son projet d'école et l'urgence de la démocratisation scolaire.

Pendant la période d'épidémie de Covid-19, les violences intrafamiliales, les violences entre élèves et la peur du lendemain, à laquelle le conflit armé actuel et ses conséquences économiques viennent ajouter leur part d'angoisses, ont augmenté. La santé physique et psychique des jeunes se dégrade et avec elle l'avenir de notre société. Le besoin accru des élèves d'accéder à des consultations infirmières de 1^{er} recours et à un accompagnement social n'est plus à démontrer et nécessite de créer massivement des postes d'assistant-e de service social et d'infirmier-ère pour répondre aux besoins des élèves.

Justice

Le gouvernement actuel, plutôt que de s'attaquer réellement à la situation catastrophique de la Justice en France a maintenu le cap des politiques répressives.

Entre autres, nous sommes de nouveaux confronté-es à des taux d'occupation des établissements pénitentiaires galopants. Et pourtant pas d'explosion de la délinquance qui pourrait le justifier. Les conditions d'accueil dans nos prisons sont tout simplement inhumaines tant pour les personnels que pour les personnes détenues : surpopulation pénale, établissements vétustes, mais aussi grand plan de privatisation.

La France a d'ailleurs été condamnée à de nombreuses reprises par la Cour européenne des droits de l'homme pour conditions de détention dégradantes.

À la PJJ, les centres fermés, présentés comme la solution magique, dysfonctionnent gravement, ils ont démontré depuis des années, leur caractère maltraitant. Malgré la démonstration évidente de leur inefficacité, nous assistons à une surenchère réactionnaire de multiplication de ces centres, parmi les candidat-es de droite et d'extrême droite à l'élection présidentielle.

Malgré l'aveuglement des pouvoirs publics, la FSU continuera d'exiger l'abandon du programme de construction de ces centres, d'exiger la réorientation des moyens humains et financiers vers les structures éducatives qui ont prouvé leur efficacité.

La FSU continuera d'exiger le retour à l'éducatif et l'abandon des politiques sécuritaires et démagogiques à la protection judiciaire de la jeunesse.

La FSU, pour l'administration pénitentiaire, exigera du prochain gouvernement qu'il mène une vraie politique pénale et pénitentiaire, ambitieuse, innovatrice et humaniste, davantage tournée vers la probation plus propice à accompagner les personnes vers la sortie de la délinquance et à contre-courant des pensées démagogiques et répressives que nous entendons trop revenir dans ces périodes électorales.

Situation sanitaire

En France, à mesure que l'élection présidentielle se rapproche, le gouvernement allège les mesures liées à la crise sanitaire alors que les taux d'incidence sont toujours importants. La protection de la population, des salarié-es, des plus fragiles doit être prise en compte tout comme l'envie de retrouver une vie « normale ». La fin du port du masque dans de nombreux lieux comme les écoles et établissements est souhaitée majoritairement. Cela n'empêche pas la FSU de rappeler l'importance de la prévention et la nécessaire protection des élèves et des enseignant-es car la crise sanitaire n'est pas encore derrière nous. L'Etat employeur doit continuer à protéger les personnels (maintien des ASA, personnels vulnérables, réassort en masques et en autotests, équipement en capteurs CO2, reconnaissance de la Covid comme une maladie professionnelle, abondement de moyens humains, notamment de personnels remplaçants.

Retraité-es

Comme l'ensemble du monde du travail, les retraité-es paient un lourd tribut à la situation sanitaire, économique et sociale. L'augmentation inquiétante des dépenses contraintes pèse lourdement sur leur pouvoir d'achat. Les études se multiplient attestant du décrochage entre pensions et salaires. L'inflation déjà constatée et prévue pour les mois à venir valide l'intérêt de l'appel du groupe des 9 à mobiliser les retraité-es le 24 mars. Les manifestations à travers le pays remettront également dans le paysage social le nécessaire accès aux soins pour toutes et tous ainsi que l'urgence d'un service public de l'autonomie. Troisième volet de cette action : les services publics à défendre et développer. Elle rappellera que les usagères et usagers n'ont pas besoin d'une numérisation à outrance mais de personnels interlocuteurs.

Urgences féministes, climatiques et sociales

Le contexte inédit de la guerre en Ukraine ne justifie pas une campagne pour l'élection présidentielle recentrée sur quelques sujets "médiatiques" et démagogiques, très loin des préoccupations de la population.

L'égalité entre les femmes et les hommes, grande cause du quinquennat, a peu progressé comme le révèle la dernière étude de l'INSEE. Les inégalités sont toujours très nettes, à l'école comme dans la vie professionnelle mais aussi lors du passage à la retraite. Leur décrue reste très lente.

La journée internationale de lutte pour les droits des femmes du 8 mars a été un moment réussi du mouvement social révélant un intérêt accru des personnels et des jeunes sur le sujet. En France, des dizaines de milliers de manifestant-es ont participé aux 250 actions qui ont eu lieu dans les territoires avec une forte implication de la FSU et une visibilité médiatique croissante chaque année. Le 8 mars a aussi été l'occasion pour toutes les organisations présentes de manifester notre solidarité internationale avec les femmes qui subissent et combattent des régimes totalitaires comme les femmes afghanes et celles au cœur des conflits armés : les ukrainiennes notamment mais aussi les femmes russes qui se soulèvent contre cette guerre. La FSU doit, avec ses partenaires, travailler dès à présent à construire le 8 mars prochain.

Les accords fonction publique et les plans d'action qui en découlent dans les ministères et la FPT ont été l'occasion pour la FSU de porter des revendications fortes pour les personnels. Le manque de moyens et de volonté politique des employeurs publics impliquent des inégalités persistantes. La FSU doit amplifier le travail de décryptage des processus de discriminations auprès des professions pour renforcer les mobilisations à venir dont celle du 8 mars 2023 et forcer les législateurs à de véritables mesures concrètes en faveur de l'égalité. La FSU doit aussi s'engager à mettre en lumière et populariser que la loi n'est pas respectée : dans bon nombre de métiers de la fonction publique, pour un travail de valeur égal le salaire n'est toujours pas égal entre les femmes et les hommes. La FSU portera à nouveau ses revendications en matière d'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes lors des journées de mobilisation interprofessionnelles du 17 mars et du 1er mai.

La FSU se félicite de l'adoption de la loi allongeant le délai légal pour avorter à 14 semaines. Néanmoins le maintien de la double clause de conscience et les difficultés d'accessibilité aux centres IVG dans certains territoires montrent que le combat pour le droit à l'avortement est loin d'être terminé. La FSU reste mobilisée pour que le droit à l'avortement devienne effectif pour toutes.

Le bilan de la place des femmes dans la FSU montre que celle-ci progresse lentement et la parité n'est pas encore atteinte. Ce constat montre la nécessité de continuer à interroger notre fonctionnement pour favoriser l'investissement des femmes dans notre organisation.

La cellule de veille VSS est officiellement mise en place. La FSU popularisera auprès de ses composantes son existence et les modalités pour la saisir.

Les enjeux climatiques et environnementaux sont une autre urgence qui ne peut être occultée par la guerre en Ukraine. Le nouveau volet du 6^{ème} rapport du GIEC nous alerte une fois de plus sur les conséquences dramatiques de l'inaction pour les écosystèmes et les populations. Ce rapport indique aussi que le dérèglement climatique s'accélère de manière bien plus importante que lors des dernières prévisions. Il pointe également l'accroissement des inégalités sociales généré par la crise climatique. Dans la continuité des manifestations du 12 mars, pour la justice climatique et sociale, la FSU soutient les mobilisations internationales de la jeunesse et les grèves pour le climat. Ces mobilisations seront l'occasion d'exprimer la nécessité de mesures fortes et immédiates pour éviter le pire. Au moment où les premières discussions sur la construction du budget 2023 commencent, en particulier sur les effectifs de la fonction publique, la FSU rappelle que les changements profonds de notre société rendus indispensables pour répondre à ces crises nécessitent une volonté politique forte et des moyens pour la mettre en œuvre, à l'opposé de la privatisation de la politique de l'environnement mise en œuvre depuis 5 ans.

La FSU déplore l'absence de débat sur ces sujets dans la campagne électorale et saisira chaque occasion pour interpeller candidat-es et partis politiques.

Il est également nécessaire de revoir les orientations de la PAC et plus spécifiquement les moyens alloués à l'enseignement agricole public tout comme son schéma stratégique afin que l'enseignement agricole soit en capacité de répondre aux défis liés à la bifurcation écologique de l'agriculture. Ni le modèle des méga-bassines, ni celui de la « révolution numérique, robotique et génétique » prônée par l'actuel gouvernement, ni moins encore le modèle de l'école Hectar ne sont en capacité de répondre à ces défis, bien au contraire.

La FSU, à partir des matériaux produits lors des stages, par ses syndicats nationaux, sections départementales et secteurs se dotera d'un corpus permettant de réfléchir et d'agir avec une visée écologique dans nos pratiques professionnelles et dans les établissements.

Droits et Libertés

Le ministre de l'Intérieur a dissous le Collectif Palestine Vaincra à la demande du Président de la République. La FSU condamne une telle atteinte à la liberté d'expression et d'association. Elle rappelle son opposition aux dispositions liberticides qui, dans la loi "séparatisme", permettent à l'Etat de criminaliser les modalités d'action du mouvement associatif par un contrôle politique allant jusqu'à la dissolution. En aucun cas, la critique de la politique de l'Etat d'Israël ne peut être assimilée à de l'antisémitisme ou à un appel à la haine. La FSU manifeste son opposition à la dissolution de cette organisation.

La FSU réaffirme son soutien à la campagne « Stop Bolloré » et s'associe à la saisine de l'ARCOM.

En juillet 2019, cinq parlementaires LR ont déposé une plainte et demandé la dissolution de Sud Educ 93 suite à son organisation de stages dits « en non-mixité ». L'audience aura finalement lieu le 17 mars 2022 à Bobigny. La FSU dénonce la pression mise ainsi sur cette organisation syndicale et demande l'arrêt des poursuites. Elle réaffirme l'importance des libertés syndicales.

Malgré une forte mobilisation, Oumar Dembélé, 19 ans, a été expulsé vers le Mali. La FSU avait exprimé fortement son soutien lors de son congrès national de Metz. Elle exige son retour en France et interpellera les élu-es et décideurs en ce sens.

Action

Retour rapide sur les actions passées

Dans un contexte particulier, alors que la guerre en Ukraine prend une place considérable, les actions et mobilisations se multiplient cependant en mars : rassemblements pour la paix, mais aussi pour les droits des femmes ou pour le climat, entre autres mobilisations. Le 8 mars a cette année encore rassemblé un nombre très important de manifestant-es : les revendications pour l'égalité femmes-hommes, pour les droits des femmes et contre les VSS sont plus que jamais d'actualité. Les marches pour le climat du 12 mars ont également mobilisé dans de nombreux cortèges en France, avec une présence remarquable de la jeunesse : les enjeux climatiques sont d'une importance capitale et le syndicalisme, notamment dans le cadre de PJC, fait le lien avec la question sociale qui reste au centre des préoccupations de l'ensemble de la population.

Mardi 15 mars, les assistantes et conseillères techniques de service social accompagnant les élèves, les étudiant-es ou les personnels de notre ministère, ont souhaité marquer la journée internationale du travail social par une mobilisation. Elles et ils ont rappelé que le manque de moyens, la perte de sens du métier, la dévalorisation salariale de métiers très fortement féminisés et le manque de reconnaissance de l'utilité des « tisserands » du lien social qui ont été posés lors de la conférence des métiers de l'accompagnement social et médico-social organisée par le premier ministre le 18 février dernier. La FSU alerte sur la situation préoccupante des services sociaux de l'Education Nationale et continuera de soutenir les revendications de ces personnels.

Ukraine

La FSU participe aux cadres unitaires qui se sont constitués pour mobiliser pour la paix en Ukraine, d'abord autour d'une intersyndicale avec la CGT et Solidaires en cherchant à élargir ce cadre, ensuite en continuant de s'inscrire dans le collectif des marches pour la paix, enfin, sur la base de ses mandats et donc au besoin sur des appels séparés, dans des cadres inter organisations et associatifs qui peuvent permettre d'amplifier la

mobilisation pour la paix, par exemple le jeudi 17 mars à 18h, rassemblements que la FSU soutient. La FSU s'investit dans la constitution d'un convoi intersyndical et dans toutes les actions concrètes de solidarité ; à cet effet elle met en place un groupe de travail à l'interne pour agir de façon urgente et efficace et avancer concrètement. Elle relaie l'appel à dons de Solidarité Laïque. Elle continue d'intervenir au niveau national et dans tous les départements pour obtenir les garanties sur les conditions de scolarisation des réfugié-es, qui passent notamment par des moyens supplémentaires pour les UPE2A.

Interpro

Dans le cadre de la journée internationale de lutte pour les droits des femmes du 8 mars, qui a mobilisé plusieurs dizaines de milliers de manifestant-es dans toute la France, la FSU a porté fortement son exigence d'égalité. Il est plus que temps que la loi pour l'égalité salariale, qui fête ses 50 ans cette année, se concrétise, y compris dans la fonction publique. La FSU s'appuiera sur les plans d'action pour l'égalité professionnelle femmes-hommes pour obliger nos employeurs à en faire des outils au service de l'égalité professionnelle.

La journée d'action interprofessionnelle de jeudi 17 mars doit être un nouveau moment d'expression des revendications et doit aussi donner des perspectives immédiates, en particulier sur le dégel de la valeur du point d'indice pour ce qui concerne la Fonction publique. La FSU prend acte d'une annonce par le gouvernement d'une augmentation de la valeur du point d'indice "d'ici l'été", via les médias, et ce, en plein préavis de grève pour le 17 mars, période pendant laquelle la ministre se doit de négocier. La FSU dénonce une annonce non chiffrée et le calendrier de son application après les élections. Pour la FSU l'augmentation très attendue doit intervenir immédiatement. La FSU, dans le cadre de l'intersyndicale fonction publique, appelle donc à l'ouverture immédiate de négociations sur le taux de revalorisation qui devra être à minima à hauteur de l'inflation, ainsi que sur les autres mesures prévues. Cette annonce confirme le bien-fondé de son appel à la mobilisation le 17 mars. Pour la FSU, la revalorisation ne doit pas être liée à une restructuration des carrières telle qu'envisagée par la Ministre ni à une future réforme des retraites. La revalorisation doit permettre un rattrapage des pertes de pouvoir d'achat subies par tou-tes les agent-es et ne pas être conditionnée à un quelconque « mérite » ni à un alourdissement des tâches.

La FSU se mandate pour construire dès maintenant un Premier Mai le plus unitaire possible et appelle d'ores et déjà à en faire un temps fort de la mobilisation pour les salaires, les pensions, de meilleures conditions de travail, l'engagement de la rupture écologique, la paix.

Les programmes de nombreux-ses candidat-es envisagent de multiples reculs notamment sociaux : impossible de ne pas s'inquiéter des promesses d'augmentation de salaires « financées » par la baisse des cotisations sociales, d'une nouvelle dégradation des droits à retraite et des attaques envisagées contre la Sécurité sociale. La FSU continuera d'informer sur l'importance des cotisations sociales qui ne sont pas une "charge" mais un salaire socialisé finançant notamment la sécurité sociale et l'assurance chômage. La FSU popularise dans la campagne électorale le manifeste de la FSU et les 36 propositions pour un plan de rupture portées par le collectif "Plus jamais ça".

La FSU continue de s'inscrire dans la campagne du printemps des services publics, elle appelle à en signer et à faire signer largement l'appel, une première initiative d'envergure à laquelle la FSU participe activement à lieu samedi 19 mars à Bobigny, d'autres journées seront organisées rapidement.

Avec la Convergence Nationale des Services publics, la FSU construit une initiative nationale sur 3 jours au printemps 2023 à Lure pour la défense des services publics.

Contre le racisme, la FSU appelle à participer à la marche de la campagne Antiracisme et Solidarité à Paris le 19 mars.

La FSU appelle les infirmières de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur à l'action le 22 mars pour porter l'exigence d'une augmentation des postes infirmiers, au service de la réussite scolaire des élèves et étudiant-es.

La FSU appelle à participer à la journée nationale de mobilisations des retraité-es, pour l'augmentation des pensions, la défense de la Sécu et le développement des services publics, à l'appel du groupe des 9 le 24 mars.

La FSU soutient la grève des jeunes pour le climat le vendredi 25 mars, elle a déposé un préavis de grève pour couvrir les personnels qui souhaiteraient se joindre aux actions organisées dans ce cadre.

La FSU participe à la mobilisation contre les méga-bassines, elle appelle à se mobiliser le 26 mars à Rothenard (79).

La FSU soutient la mobilisation à l'initiative du DAL pour le droit au logement le 26 mars ainsi que son action engagée depuis le 5 mars place de la Bastille pour le respect de la loi DALO (droit au logement opposable).

La FSU appelle à la journée nationale d'action du collectif pour l'enseignement agricole public mobilisé à Lévy Saint Nom puis à La Défense autour d'un forum citoyen pour défendre l'enseignement agricole public et contre l'école Hectar le 29 mars.

La FSU reste mobilisée pour la défense des conditions d'emploi, de travail et de rémunération des personnels AESH, elle intervient à tous les niveaux depuis des mois et appelle à une nouvelle journée d'action des AESH le 5 avril.

La FSU construit une journée nationale d'action contre la précarité dans la fonction publique le 25 mai. Notamment pour mieux prendre en compte les revendications des personnels enseignants non titulaires dans le supérieur, la FSU organise le 30 mars des assises de la précarité dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Compte tenu des menaces qui pèsent sur les droits et conquises sociaux à l'issue des élections, la FSU doit anticiper les combats à venir : elle sera à l'initiative d'une réunion des forces syndicales interprofessionnelles au lendemain des élections pour construire un front de refus des contre réformes et autres régressions annoncées.

Pour donner espoir au monde du travail, et construire des perspectives au syndicalisme, la FSU mettra le plus tôt possible en œuvre son projet de refondation, et mènera concrètement des actions avec ses partenaires, la CGT et Solidaires.

Pour : 77 – Contre : 8 – Abstention : 0 - Rdv : 0